

Elio Di Rupo rassemble ses troupes

“Je n'exclus pas que M. Lutgen se demande si son parti a encore aujourd'hui une pertinence dans le paysage politique francophone.”

Elio Di Rupo

Sur la décision du CDH de changer les majorités à l'échelon régional et de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

- Le PS se prononce sur un décumul financier dans un climat de remobilisation militante.
- Question légale en trouble-fête.
- L'heure ne semble pas encore à un changement de leader.

Le décumul financier paraît bancal sur le plan légal

La bruine se transformait parfois en pluie battante, alors que se succédaient les orateurs à la tribune du congrès dominical du Parti socialiste. Les militants étaient, malgré cette détestable météo, venus en nombre à ce rendez-vous qualifié d'historique, car il doit tourner la page des affaires. A tel point que la tente plantée au bord des lacs de l'Eau d'Heure n'a pas pu contenir une assemblée estimée à plus de 2 000 personnes. *“Réunir autant de monde dans le fin fond du Hainaut un dimanche matin... le PS est le seul parti capable d'une telle mobilisation”*, assurait un militant. En effet, la remobilisation de la base en rassurait plus d'un. L'heure est grave et toutes les strates de l'appareil l'ont bien compris.

De gouvernance, il était question à l'occasion de ce congrès “statutaire” précipité par le scandale. Les délégués des quatorze fédérations du PS furent invités à expliquer la position de leurs instances sur toute une série de propositions, reflétant des débats internes souvent passionnés. La plus emblématique d'entre elles invitait à choisir entre deux formules de décumul : le décumul des rémunérations et le décumul intégral (mandat unique). C'est la première qui a emporté la mise, alors qu'une série de députés bourgmestres ou échevins avait entamé un lobbying pour inverser une tendance notamment imprimée par un Paul Magnette convaincu par le décumul intégral. Elio Di Rupo, président du PS, a toutefois confirmé que si tout député, échevin ou bourgmestre exerçait son mandat local à titre gratuit, le cumul serait interdit dans les communes de plus de 50 000 habitants. *“Dont acte.”*

L'opposition, “la meilleure chose qui puisse nous arriver”

Mais il y a un “mais”, soulevé dès dimanche par cer-

tains socialistes. Le décumul financier c'est bien, mais ça paraît déjà bancal sur le plan légal. Le site de l'Union des villes et communes wallonnes confirme que *“les mandataires locaux ne peuvent renoncer à leur traitement”*. En clair, un échevin ou un bourgmestre doit être rémunéré, selon la loi, indique l'Union. La mesure socialiste doit entrer en vigueur au scrutin d'octobre 2018. *“Nous trouverons une solution d'ici là”*, réplique brièvement le porte-parole d'Elio Di Rupo. Si une majorité s'impose pour modifier la loi, on souhaite du courage au PS.

Mais celui-ci a arrêté d'autres réformes. L'ensemble des mandats dérivés des mandats communaux ou provinciaux seront exercés à titre gratuit. Par ailleurs le plafonnement de tous les revenus des mandataires socialistes a été réduit à 100 % de l'indemnité d'un parlementaire (environ 120 000 euros brut par an). Le PS a également adopté d'autres projets qui seront traduits en propositions de loi : mesures contre le conflit d'intérêts; publication des listes de présence aux réunions; création d'un registre des lobbyistes; ou encore parité hommes-femmes dans les exécutifs. Voilà pour les réformes avant une vaste réflexion issue d'un “chantier des idées”, chargé d'ancrer le programme socialiste dans la réalité d'aujourd'hui. Deux nouveaux congrès sont programmés à l'automne. Certains veulent déjà en faire des rendez-vous idéologiques.

En attendant, ces débats de fond constituent un exercice salutaire pour les militants. *“La parole se libère, confiait l'un d'eux, fatigué par les décisions prises en chambre”*. *“Une cure d'opposition est sans doute la meilleure chose qui puisse nous arriver... Benoît Lutgen nous a fait en réalité un beau cadeau”*, estimait un PS wallon. Au PS, tout le monde est d'accord pour dire que le parti doit se ressourcer. Sur la méthode, c'est autre chose.

Mathieu Colley

Elio Di Rupo et Laurette Onkelinx, des présidents en sursis ?

Les pontes du Parti socialiste ont donc pris la colère de leurs militants en pleine figure dimanche aux lacs de l'Eau d'Heure. A l'extérieur de la grande tonnelle blanche qui protégeait de la pluie le vote des fédérations, les huées se sont fait plusieurs fois entendre quand les délégués défendaient le décumal financier contre le décumal intégral. A l'inverse, on applaudissait à tout rompre les appels lancés pour que le fonctionnement interne du parti soit radicalement revu afin, notamment, que soient mieux prises en compte les préoccupations de la base.

Une révision complète du moteur socialiste pourrait-elle entraîner un changement de pilote ? Aussi naturelle que logique, la question est sur beaucoup de lèvres au PS. Le débat sur le décumal aura permis aux militants de fustiger la gestion par l'appareil de la crise déclenchée par l'affaire Publifin et aggravée par celle du Samu social. La réaction du parti fut maladroite, trop lente et pas suffisamment claire alors que les valeurs socialistes étaient foulées au pied par des "camarades". Plusieurs représentants de fédération ont fait passer ce message dimanche.

Parmi les militants, on ne comprend pas toujours qu'une personnalité comme Paul Magnette, que certains attendent comme le messie, ne prenne pas enfin le leadership en entraînant sur ses pas toute une génération de jeunes pressés d'incarner un PS renouvelé. *"Ce n'est pas aujourd'hui que les têtes seront réclamées, mais il est évident que si nous valsons dans l'opposition, Elio sera en très grande difficulté"*, analysait un socialiste dimanche. A Bruxelles, les incommensurables dégâts provoqués par l'affaire du Samu social exercent une pression grandissante sur Laurette Onkelinx. La présidente de la Fédération bruxelloise du PS a pour rappel été personnellement pointée alors qu'elle

tardait à lâcher Yvan Mayeur et que son avocat de mari (Marc Uyttendaele) agissait pour tenter de protéger les sombres cuisines du Samu social. Dans la capitale, on n'est pas loin de penser que la "trahison" de Benoît Lutgen a empêché l'éjection d'une Laurette Onkelinx définitivement abîmée. Unité dans l'adversité oblige. En coulisse, des manœuvres seraient toujours à l'œuvre pour changer la tête de la Fédération. Rappelons que Willy Demeyer, bourgmestre de Liège, avait démissionné de la présidence de sa fédération à la suite du scandale Publifin alors que Laurette Onkelinx elle-même réclamait des gestes forts en Wallonie. Inutile de dire qu'en Cité ardente, on trouve que la soupe bruxelloise a très mauvais goût.

"Elio est à un tournant de sa carrière"

Mais à écouter les mandataires interrogés par "La Libre" dimanche, la nuit des longs couteaux n'est pas encore d'actualité. *"Le bateau tangué"*, confessait Nicolas Martin, député wallon de Mons. *Elio doit se saisir de ce que les militants ont manifesté aujourd'hui pour faire ce qu'il doit faire. Il est à un tournant de sa carrière, il n'a plus rien à perdre. Il doit montrer sa capacité de réformer le*

parti en sortant du consensus mou. Après avoir fait le nettoyage et les réformes nécessaires, il pourra passer la main sur des bases assainies." *"Je n'ai pas vu chez les militants la volonté de mettre en cause la tête de l'un ou de l'autre"*, répondait le député fédéral Ahmed Laaouej. *Au contraire, quand Elio Di Rupo a rappelé dans son discours que nous ne serons plus forts que dans l'unité, il a été longuement applaudi. Nous n'avons pas de temps à perdre avec des chamailleries."* *"Je n'en fais jamais des questions de personnes, disait aussi Paul Magnette. C'est aux militants de trancher ce genre de question, s'ils veulent changer, c'est à eux de le dire"*.

M. Co.

"Il est évident que si nous valsons dans l'opposition, Elio sera en très grande difficulté."

Un socialiste

Pascale Peraïta exclue du PS

La commission de vigilance du PS bruxellois a décidé, samedi soir, à l'unanimité de ses membres, d'exclure l'ancienne présidente du CPAS bruxellois, Pascale Peraïta, du Parti socialiste, a annoncé la porte-parole du PS bruxellois, Manon El'Assaïdi.

Ladite commission de vigilance s'était réunie samedi soir afin d'entendre Pascale Peraïta dans le cadre du dossier du Samu social, mais l'in-

téressée ne s'est pas présentée, ajoute encore la porte-parole.

Pascale Peraïta avait accédé à la présidence du CPAS en 2013.

Pour rappel, Yvan Mayeur, l'ex-bourgmestre, éclaboussé par le même scandale que M^{me} Peraïta, avait annoncé, vendredi sa démission de toutes ses fonctions au Parti socialiste ("LLB" des 1^{er} et 2 juillet).

Il l'a fait, par le biais d'une lettre, avant que la commission de vigilance du parti n'examine son cas. (D'après Belga)